

<http://divergences.be/spip.php?article4044>



Prévenir le féodalisme numérique

- Aujourd'hui - 2025 - Avril 2025 - Une nouvelle société -

Date de mise en ligne : mercredi 26 mars 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Project syndicate](#)

Mars 2019

En exploitant des technologies développées à l'origine par le secteur public, les entreprises de plateformes numériques ont acquis une position sur le marché qui leur permet d'extraire des rentes massives des consommateurs et des travailleurs. Réformer l'économie numérique pour qu'elle serve des objectifs collectifs est donc le défi économique majeur de notre époque.

L'utilisation et l'abus de données par Facebook et d'autres entreprises technologiques reçoivent enfin l'attention officielle qu'ils méritent. Les données personnelles étant devenues la marchandise la plus précieuse au monde, les utilisateurs seront-ils les maîtres ou les esclaves de l'économie des plateformes ?

Les perspectives de démocratisation de l'économie de plateforme restent sombres. Les algorithmes se développent de manière à permettre aux entreprises de tirer profit de nos comportements passés, présents et futurs, ou de ce que Shoshana Zuboff, de la Harvard Business School, appelle notre "surplus comportemental". Dans de nombreux cas, les plateformes numériques connaissent déjà nos préférences mieux que nous, et peuvent nous inciter à nous comporter de manière à produire encore plus de valeur. Voulons-nous vraiment vivre dans une société où nos désirs les plus profonds et les manifestations de notre pouvoir personnel sont à vendre ? Le capitalisme a toujours excellé dans la création de nouveaux désirs et de nouvelles envies.

Mais avec le big data et les algorithmes, les entreprises technologiques ont à la fois accéléré et inversé ce processus. Plutôt que de créer de nouveaux biens et services en anticipant ce que les gens pourraient vouloir, elles savent déjà ce que nous voudrions et vendent notre futur moi.

Si nous bénéficions tous énormément de services numériques tels que la recherche Google, nous n'avons pas signé pour que notre comportement soit catalogué, façonné et vendu. Pour changer cela, il faudra se concentrer directement sur le modèle commercial en vigueur, et plus particulièrement sur la source des rentes économiques. Tout comme les propriétaires terriens du XVIIe siècle extrayaient des rentes de l'inflation du prix des terres, et tout comme les barons voleurs profitaient de la rareté du pétrole, les entreprises de plateformes d'aujourd'hui extraient de la valeur en monopolisant les services de recherche et de commerce électronique.

Certes, il est prévisible que les secteurs à fortes externalités de réseau - où les avantages pour les utilisateurs individuels augmentent en fonction du nombre total d'utilisateurs - produiront de grandes entreprises. C'est la raison pour laquelle les compagnies de téléphone sont devenues si massives dans le passé. Le problème n'est pas la taille, mais la manière dont les entreprises basées sur les réseaux exercent leur pouvoir de marché. Les entreprises technologiques d'aujourd'hui utilisaient à l'origine leurs vastes réseaux pour attirer des fournisseurs divers, au plus grand bénéfice des consommateurs. Amazon a permis à de petits éditeurs de vendre des titres (y compris mon premier livre) qui n'auraient autrement pas été mis en rayon dans votre librairie locale. Le moteur de recherche de Google renvoyait un large éventail de fournisseurs, de biens et de service.

Mais aujourd'hui, les deux entreprises utilisent leur position dominante pour étouffer la concurrence, en contrôlant les produits que les utilisateurs voient et en favorisant leurs propres marques (dont beaucoup ont des noms apparemment indépendants). Parallèlement, les entreprises qui ne font pas de publicité sur ces plateformes se

trouvent fortement désavantagées. Comme l'a fait valoir Tim O'Reilly, au fil du temps, cette recherche de rente affaiblit l'écosystème de fournisseurs pour lequel les plateformes ont été créées à l'origine.

Plutôt que de supposer que les rentes économiques sont toutes identiques, les décideurs économiques devraient essayer de comprendre comment les algorithmes des plateformes répartissent la valeur entre les consommateurs, les fournisseurs et la plateforme elle-même. Si certaines répartitions peuvent refléter une véritable concurrence, d'autres sont motivées par l'extraction de valeur plutôt que par la création de valeur. Nous devons donc développer une nouvelle structure de gouvernance, qui commence par la création d'un nouveau vocabulaire. Par exemple, qualifier les entreprises de plateformes de "géants de la technologie" implique qu'elles ont investi dans les technologies dont elles profitent, alors que ce sont en réalité les contribuables qui ont financé les principales technologies sous-jacentes - de l'internet au GPS. En outre, le recours généralisé à l'arbitrage fiscal et aux travailleurs contractuels (pour éviter les coûts de l'assurance maladie et d'autres avantages) érode les marchés et les institutions sur lesquels repose l'économie de plateforme.

Plutôt que de parler de réglementation, nous devons donc aller plus loin et adopter des concepts tels que la co-création. Les gouvernements peuvent et doivent façonner les marchés pour s'assurer que la valeur créée collectivement sert des objectifs collectifs. De même, la politique de concurrence ne doit pas se concentrer uniquement sur la question de la taille. Le démantèlement des grandes entreprises ne résoudrait pas les problèmes d'extraction de valeur ou d'abus des droits individuels. Il n'y a aucune raison de supposer que de nombreux Google ou Facebook plus petits fonctionneraient différemment ou développeraient de nouveaux algorithmes moins exploitants. Créer un environnement qui récompense la véritable création de valeur et punit l'extraction de valeur est le défi économique fondamental de notre époque. Heureusement, les gouvernements créent eux aussi des plateformes pour identifier les citoyens, collecter les impôts et fournir des services publics. En raison des inquiétudes suscitées par l'utilisation abusive des données par les autorités dans les premiers temps de l'internet, l'architecture actuelle des données a été en grande partie mise en place par des entreprises privées.

Pour réaliser ce potentiel, nous devons repenser la gouvernance des données, développer de nouvelles institutions et, compte tenu de la dynamique de l'économie des plateformes, expérimenter d'autres formes de propriété. Pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres, les données générées lors de l'utilisation de Google Maps ou de Citymapper - ou de toute autre plateforme s'appuyant sur des technologies financées par le contribuable - devraient être utilisées pour améliorer les transports publics et d'autres services, plutôt que de devenir de simples profits privés. Bien sûr, certains diront que la réglementation de l'économie de plateforme entravera la création de valeur induite par le marché.

Mais ils devraient retourner lire leur Adam Smith, dont l'idéal d'un "marché libre" était un marché libéré des rentes, et non de l'État. Les algorithmes et le big data pourraient être utilisés pour améliorer les services publics, les conditions de travail et le bien-être de tous. Mais ces technologies sont actuellement utilisées pour saper les services publics, promouvoir les contrats zéro heure, violer la vie privée des individus et déstabiliser les démocraties du monde - tout cela dans l'intérêt du gain personnel. L'innovation n'a pas seulement un taux de progression, elle a aussi une direction. La menace posée par l'intelligence artificielle et d'autres technologies ne réside pas dans le rythme de leur développement, mais dans la manière dont elles sont conçues et déployées. Le défi que nous devons relever consiste à tracer une nouvelle voie.

Post-scriptum :

Mariana Mazzucato, professeur d'économie de l'innovation et de la valeur publique à l'University College London, est directrice fondatrice de l'UCL Institute for Innovation and Public Purpose, coprésidente de la Global Commission on the Economics of Water et coprésidente du groupe d'experts de la Taskforce du G20 pour une mobilisation mondiale contre le changement climatique.

She was Chair of the World Health Organization's Council on the Economics of Health For All. She is the author of The Value of Everything :

Making and Taking in the Global Economy (Penguin Books, 2019), *Mission Economy : A Moonshot Guide to Changing Capitalism* (Penguin Books, 2022), and, most recently, *The Big Con : How the Consulting Industry Weakens Our Businesses, Infantilizes Our Governments and Warps Our Economies* (Penguin Press, 2023). A tenth anniversary edition of her book *The Entrepreneurial State : Debunking Public vs. Private Sector Myths* was published by Penguin in September.